ASSEMBLÉE NATIONALE

11 juillet 2018

DÉMOCRATIE PLUS REPRÉSENTATIVE, RESPONSABLE ET EFFICACE - (N° 911)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

SOUS-AMENDEMENT

N° 2491

présenté par
Mme Batho

à l'amendement n° 328 de la commission des lois

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

I – Substituer aux mots :

« agit pour »,

les mots :

« assure la progression constante de ».

II – En conséquence, après la seconde occurrence du mot :

« contre »,

insérer les mots :

« de l'action ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est indispensable de compléter l'amendement de la Commission des Lois en insérant la référence au **principe de non-régression**, faute de quoi la disposition ajoutée à l'article 1^{er} de la Constitution n'apporte pas de progrès substantiel par rapport aux dispositions de la Charte de l'environnement et du droit constitutionnel en vigueur.

Ce principe de non-régression figure à l'alinéa 9 de l'article L. 110-1 du code de l'environnement en ces termes : « 9° *Le principe de non-régression, selon lequel la protection de l'environnement, assuré par les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'environnement, ne peut faire l'objet que d'une amélioration constante, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment.* »

Pour l'heure, ce principe s'applique donc aux actes pris par l'administration. Il a vocation à orienter les travaux du législateur, mais ayant une valeur législative, il ne s'impose pas à la loi. L'inscrire dans le bloc de constitutionnalité représenterait un réel progrès, qui garantirait la « marche en avant » de notre République en faveur de l'environnement, de la biodiversité et du climat.

Il faut également souligner que la France promeut actuellement le principe de non-régression au travers de l'initiative diplomatique majeure qu'elle a prise en faveur du projet de « **Pacte Mondial pour l'environnement** », sur proposition de Monsieur Laurent Fabius, Président du Conseil Constitutionnel. Le principe de non-régression figure à l'article 17 de ce Pacte et il serait incohérent que la France ne l'inscrive pas elle-même dans sa propre Constitution.